

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 2589

[C — 2010/27170]

15 JUILLET 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 juillet 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 2010;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 24 juin 2010;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que des adaptations sont nécessaires pour pouvoir fixer le montant des subventions octroyées pour l'année 2010 aux services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées et qu'il est impératif que ces subventions soient octroyées le plus rapidement possible pour permettre à ces services de fonctionner de manière efficace;

Sur proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 13, § 1^{er}, 4^o, l'alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, « Le certificat de bonne vie et mœurs du directeur doit être exempt de condamnation à des peines correctionnelles concernant des délits incompatibles avec la fonction ou criminelles » est remplacé par ce qui suit « L'extrait de casier judiciaire du directeur et des administrateurs doit être exempt de condamnation à des peines correctionnelles concernant des délits incompatibles avec la fonction ou criminelles ».

Art. 3. Dans l'article 26, § 3, du même arrêté, les mots « au point IV de l'annexe VI » sont remplacés par les mots « au point III de l'annexe VI ».

Art. 4. L'article 32 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'Agence verse aux services durant le 1^{er} semestre une avance correspondant au dernier subside calculé. »

Art. 5. Dans l'article 53 du même arrêté le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit : « Pour 2010, le coefficient d'adaptation visé à l'article 24, § 1^{er}, 2^o, est fixé à 100 % ».

Art. 6. Dans l'article 54 du même arrêté, le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit : « Les membres du personnel des services doivent fournir au service, lors de l'engagement, un extrait de casier judiciaire exempt de condamnation à des peines correctionnelles concernant des délits incompatibles avec la fonction ou criminelles. »

Art. 7. Dans les articles 75, § 4, alinéa 2, et 75, § 5, du même arrêté, la phrase « du chapitre III section 1^{re}, point 4, a), § 6, de l'annexe à l'arrêté royal du 8 octobre 76 relatif aux comptes annuels » est remplacé par la phrase « de l'article 10 du Code des sociétés instauré par la loi du 7 mai 1999 ».

Art. 8. L'article 91 du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « Les services de placement familial qui en application de l'article 24 reçoivent un montant attribué de subvention annuelle équivalent au montant théorique voient leur subvention augmentée de € 50.000 en vue de renforcer leur personnel chargé de la recherche et de la sélection de familles d'accueil. »

Art. 9. Dans le même arrêté, l'annexe III est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 10. Dans le même arrêté, l'annexe IV du même arrêté est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 11. Dans le même arrêté, l'annexe VI du même arrêté est remplacée par l'annexe 3 jointe au présent arrêté.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 5 et de l'annexe 2 qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2010.

Art. 13. La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 juillet 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe 1^{re}**PRINCIPES D'ADMISSIBILITE DES CHARGES****1. Les charges sont réputées non-admissibles si elles ne respectent pas les principes généraux suivants :**

- elles doivent être relatives aux bénéficiaires visés à l'article 2 du présent arrêté donnant lieu à une subvention de l'Agence - Lorsque le service accueille ou héberge des bénéficiaires non-subventionnés par l'Agence et/ou toute(s) autre(s) personne(s) handicapée(s), les charges relevées dans la comptabilité du service sont réduites par l'application d'un coefficient. Celui-ci reprend au numérateur les journées de prises en charge et au dénominateur les journées d'accueil ou d'hébergement de la totalité des personnes accueillies dans le service. L'année d'attribution de la subvention est la période concernée pour le calcul de ces journées. Dans les entités administratives, celles-ci sont calculées compte tenu d'une pondération correspondant, au poids relatif des subventions moyennes théoriques par prise en charge visées à l'annexe IV des services concernés. Les journées de prises en charge figurant au numérateur sont cependant augmentées des journées des bénéficiaires non-subventionnés par l'Agence et/ou toute(s) autre(s) personne(s) handicapées à concurrence d'un maximum de 2 prises en charge pour les institutions dont l'OMR est < ou = à 60 et de 3 prises en charge pour les services dont l'OMR est > à 60 ainsi que des journées de présence des personnes handicapées pour lesquelles le Bureau régional n'a pas encore statué. L'augmentation de ces mêmes journées, lorsqu'elles concernent des bénéficiaires non-subventionnés par l'Agence passe respectivement à 5 et à 8 pour l'application du coefficient réducteur de charges applicable aux charges de fonctionnement imputées valablement dans les comptes suivants, repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er} : 6015, 60161 et 609 correspondants ainsi que 610, 611, 612, 614, 615, 61600, 617, 619, 63, 64 et 65, et ce sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté.

- elles doivent être relatives aux frais pour lesquels l'institution a été subventionnée en fonction du présent arrêté;
- elles doivent être raisonnables par rapport aux besoins de l'activité subventionnée;
- elles doivent être relatives à des infrastructures agréées par l'Agence;
- elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales dans lesquelles les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'Agence;
- elles doivent être comptabilisées conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution;
- elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. En particulier, les ASBL liées par un contrôle ou une direction unique au sens des articles 5 et 10 du Code des sociétés instauré par la loi du 7 mai 1999 constituent des tiers entre elles dans la mesure où leurs comptabilités respectives peuvent être valablement contrôlées;
- elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées;
- elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :

Elles doivent être afférentes à l'octroi d'un avantage de toutes natures.

2.1. Dans les comptes 60 et 61 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er} :

- la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour le personnel des Ministères par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001;
- les valeurs d'investissements en ce compris les grosses réparations et gros entretiens de plus de 500 euros imputées en charge dans un seul exercice;
- les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services;
- le paiement des prestations effectuées pour le compte de l'institution par des personnes ou des sociétés de services, ne satisfaisant pas aux exigences de qualification fixées à l'annexe II;
- les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;
- les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;
- les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat;
- les charges de loyers entre ASBL, sauf si elles correspondent.

Soit au revenu cadastral indexé de l'immeuble concerné, duquel est déduit l'amortissement des subsides en capital reçus des pouvoirs publics, relatifs à cet immeuble. Par revenu cadastral indexé, il faut entendre le revenu cadastral non indexé déterminé par le Service public fédéral Finances, multiplié par la formule suivante :

Index ABEX de novembre (de l'exercice comptable concerné)

Index ABEX de novembre (de l'année d'établissement ou de dernière modification du revenu cadastral).

Soit à la valeur des amortissements de la partie non-subventionnée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné.

Dans ces cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. Dans les comptes 62 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er} :

- les rémunérations ne correspondant pas aux échelles reprises à l'annexe 8 du présent arrêté et qui ne sont pas établies conformément aux règles reprises aux points II, III et IV de l'annexe 6 ainsi que celles relevant du point V de la même annexe;
- les avantages complémentaires qui ne relèvent pas d'un accord officiel dans le cadre de la CP 319.02 ou du Conseil national du travail;
- les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230 repris dans le PCMN visé à l'article 75, § 1^{er};
- les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625 repris dans le PCMN visé à l'article 75, § 1^{er};
- les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations;
- les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'ONSS et/ou de l'Administration fiscale;
- les indemnités de rupture, hormis celles relatives au directeur et celles qui résultent d'une transformation visée à l'article 85 pour tout autre membre du personnel.

2.3. Dans les comptes 63 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er} :

- les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :
 - * 20 % pour les frais d'établissement visés au compte 6300 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.
 - * 33 % pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.
 - * 3 % pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}, à l'exception des grosses réparations et gros entretiens d'immeubles visés aux comptes 63020X qui sont amortis à un taux de 10 %.
 - * 20 % pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}, à l'exception du matériel éducatif qui est amorti à un taux de 10 %. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33 %.
 - * 10 % pour le mobilier visé aux comptes 63022X repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.
 - * 20 % pour le matériel roulant visé aux comptes 63022X repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.
- * L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires visés au compte 63023 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.
- * 10 % pour les aménagements et transformations de bâtiments hors extensions.

Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'Agence en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée.

- les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er};
- les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er};
- les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er};
- les autres provisions visées au compte 637 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.

2.4. Dans les comptes 64 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er} :

- les amendes imputées au compte 640;
- les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 646.

2.5. Dans les comptes 65 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er} :

- les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants : 6500- « Charges financières d'emprunt pour investissements », 65001- « Charges financières de leasings », 65002- « Charges financières de crédits de caisse - retards Awiph ou raison impérative », 65003- « Charges financières de crédits de caisse - Autres », 6570- « Charges financières comptes bancaires », 6571- « Charges financières - placements »;
- les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté de l'institution. L'institution doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'Agence ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit;
- les charges financières résultant des opérations de placement.

2.6. Dans les comptes 66 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er} :

- Les charges exceptionnelles visées au compte 660 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}. Après accord de l'Agence, les amortissements exceptionnels résultant de l'activité habituelle du service peuvent cependant constituer des charges admissibles.

2.7. Dans les comptes 69 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er} :

- les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.

2.8. Divers :

- les dons simultanément comptabilisés en charge et en produits;
- les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charge et en produits;
- les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le conseil d'administration collégialement avec la direction.

3. Sont déduites des charges :

- les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté.

Le subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale n'est pas déductible des charges;

- les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur de l'institution ou de gestion de trésorerie. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;
- les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur de l'institution ou de gestion de trésorerie. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

4. Affectation des charges et produits aux différentes subventions visées au titre III, Chapitre II, du présent arrêté.

4.1. Principes généraux.

Sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté :

Sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle visée au titre III, Chapitre II, Section première, les charges de fonctionnement général du service visées à l'article 20, 1^o, et de personnel et qui sont valablement imputées dans les comptes 6015, 60161 et 609 correspondants ainsi que 610, 611, 612, 614, 615, 61600, 617, 618, 619, 62, 64 et 65 repris au PCMN visés à l'article 75, § 1^{er};

Sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle pour médecins visée au titre III, Chapitre II, Section 2 du présent arrêté, les charges relatives aux médecins appointés ou rémunérés dans le cadre d'une convention écrite avec le service et qui sont valablement imputées dans les comptes 62 et 6187 visés à l'article 75, § 1^{er};

Sont considérées comme des charges relevant de la subvention journalière visée au titre III, Chapitre II, Section 3, du présent arrêté, les charges liées à la présence effective des pensionnaires et dont ils ont le bénéfice exclusif et qui sont valablement imputées dans les comptes 6010, 6011, 6012 et 609 correspondants ainsi que 613, 61601 et 6161 visés à l'article 75, § 1^{er}.

Lorsque les charges journalières admissibles sont supérieures à la subvention journalière, celles-ci peuvent être couvertes par la subvention annuelle à condition que les normes d'encadrement visées au titre IV soient respectées.

4.2. Charges et produits relevant simultanément de différentes subventions.

« Les frais de déplacement de service » concernent les frais de véhicule n'appartenant pas à l'institution. Ils sont imputés au compte 6160 et doivent être ventilés sur base de justificatifs probants en deux sous-comptes reprenant tantôt les frais de déplacement de service relatif au fonctionnement général du service (61600), tantôt les frais de déplacement réalisés avec des pensionnaires (61601). Ces frais relèvent respectivement de la subvention annuelle et de la subvention journalière.

Les frais de déplacement imputés au compte 6161 « Service extérieur de ramassage collectif » relèvent de la subvention journalière visée au titre III, Chapitre II, Section 3, du présent arrêté.

Les frais de véhicule appartenant à l'institution doivent être répartis dans des sous-comptes appropriés des comptes généraux, essentiellement par l'intermédiaire des comptes suivants 63022X- « Amortissement véhicule », 61204X- « Carburant véhicule », 61405X- « assurances véhicules », 640X- « Taxes véhicule », 611X- « Entretien et réparations véhicule ». La répartition de ces charges entre la subvention journalière et la subvention annuelle est opérée à partir d'une clé de répartition distinguant les kilomètres parcourus respectivement avec ou sans pensionnaires. A défaut de la tenue d'un carnet de bord permettant d'établir cette distinction, l'affectation de ces charges au sein des deux subventions concernées se réalise de la manière suivante : 10 % de ces charges relèvent de la subvention annuelle et 90 % de la subvention journalière.

Les amortissements d'investissements de type éducatif, de loisir et médical, hormis le mobilier, sont imputables à la subvention journalière; les autres relèvent de la subvention annuelle.

Les prestations de firmes privées relèvent des enveloppes suivantes :

* Pour les préparations de repas : 40 % du montant hors T.V.A. sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif - Ils relèvent de la subvention annuelle. Le solde y compris la T.V.A. sur l'entièreté du montant relève de la subvention journalière.

* Pour le nettoyage de vêtements, draps etc. : 65 % du montant hors T.V.A. sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif - Ils relèvent de la subvention annuelle. Le solde y compris la T.V.A. sur l'entièreté du montant relève de la subvention journalière.

* Pour les prestations de secrétariat social, comptabilité, autres prestations administratives et les travaux d'entretien : 100 % du montant T.V.A.C. sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif.

* Pour les prestations relatives à la supervision d'équipes éducatives : 100 % du montant T.V.A.C. sont assimilables à des frais de personnel éducatif.

Les récupérations de frais sont déduites des charges de nature correspondantes.

Le contrôle de l'utilisation des subventions de plusieurs services constituant une même entité administrative se réalise en totalisant d'une part les subventions octroyées par enveloppes et d'autre part les charges ventilées par sections dans la comptabilité.

5. Dérogations.

En concertation avec les services concernés, l'Agence peut décider de mesures dérogatoires aux dispositions de la présente annexe pour les services qui se sont engagés dans un processus de reconversion ou de transformation à la demande de son Comité de gestion.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 15 juillet 2010 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 15 juillet 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,

Mme E. TILLIEUX

Annexe 2

ANNEXE IV

§ 1^{er}. Liste des subsides par prise en charge

a) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec une OM <= 60

Service résidentiel pour jeunes

	Scol. + 75 Art. 29bis S	Scol. 50 à 75	Scol. 25 à 50	Scol. -25	N Scol. + 75 Art. 29bis NS	N Scol. 50 à 75	N Scol. 25 à 50	N Scol. - 25
Déf. intel. lég.	28.820,61 €	28.119,26 €	27.766,51 €	24.259,74 €	28.820,61 €	28.119,26 €	27.766,51 €	24.259,74 €
Déf. intel. mod.	33.712,46 €	32.870,00 €	32.446,70 €	28.234,43 €	37.933,03 €	37.090,58 €	36.667,28 €	32.446,70 €
Déf. intel. sévéralité	39.556,01 €	38.452,10 €	37.900,15 €	32.384,77 €	45.856,19 €	44.756,43 €	44.208,63 €	38.705,70 €
Déf. int. sév. non al.	40.087,55 €	38.983,65 €	38.431,69 €	32.916,31 €	46.387,73 €	45.287,98 €	44.740,17 €	39.237,24 €
Déf. intel. prof. alité	39.556,01 €	38.452,10 €	37.900,15 €	32.384,77 €	45.856,19 €	44.756,43 €	44.208,63 €	38.705,70 €
Déf. int. prof. non al. + troubles envahissant du dév.	40.087,55 €	38.983,65 €	38.431,69 €	32.916,31 €	46.387,73 €	45.287,98 €	44.740,17 €	39.237,24 €
Troubles caract.	39.731,35 €	38.677,25 €	38.146,04 €	32.871,36 €	44.989,43 €	43.935,33 €	43.408,27 €	38.146,04 €
Av/Ambl. - 12 ans	39.731,35 €	38.677,25 €	38.146,04 €	32.871,36 €	44.989,43 €	43.935,33 €	43.408,27 €	38.146,04 €
Av/Ambl. 12 ans et +	31.488,67 €	30.787,31 €	30.434,56 €	26.927,79 €	35.007,89 €	34.306,53 €	33.953,78 €	30.434,56 €
Sourds, trou- bles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	50.643,85 €	49.241,15 €	48.539,79 €	41.522,10 €	57.669,85 €	56.262,99 €	55.561,63 €	48.539,79 €
Sourds, trou- bles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	38.156,55 €	37.314,09 €	36.890,79 €	32.678,51 €	42.377,12 €	41.534,67 €	41.111,36 €	36.890,79 €
Troubles mot., dysmé- lie, poliomy- elie, malf. du squ. - 8 ans.	41.796,16 €	40.692,25 €	40.140,30 €	34.624,91 €	47.290,79 €	46.191,03 €	45.643,23 €	40.140,30 €
Troubles mot., dysmé- lie, poliomy- elie, malf. du squ. 8 ans et +.	37.150,00 €	36.270,20 €	35.830,30 €	31.422,97 €	41.565,63 €	40.681,68 €	40.241,77 €	35.830,30 €
Paralysie cérébrale, sclér. en pla- que, spina- bif., myopa- thie, neurop.	55.815,75 €	54.346,64 €	53.616,23 €	46.278,99 €	63.157,14 €	61.692,18 €	60.957,63 €	53.616,23 €
Affection chron. non- contagieuse	35.908,74 €	35.066,29 €	34.642,99 €	30.430,71 €	40.129,32 €	39.286,86 €	38.863,56 €	34.642,99 €
Autisme	39.731,35 €	38.677,25 €	38.146,04 €	32.871,36 €	44.989,43 €	43.935,33 €	43.408,27 €	38.146,04 €
Lésion céré- brale congé- nitale ou acquise	55.815,75 €	54.346,64 €	53.616,23 €	46.278,99 €	63.157,14 €	61.692,18 €	60.957,63 €	53.616,23 €

Service résidentiel pour adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	40.157,77 €	39.343,24 €	38.931,94 €	34.843,17 €
B	42.211,92 €	41.353,04 €	40.925,61 €	36.639,25 €
C	51.363,77 €	50.238,75 €	49.678,26 €	44.061,23 €
Article 29bis	51.363,77 €	51.363,77 €	51.363,77 €	51.363,77 €

Service résidentiel de nuit pour adultes

A	18.419,05 €
B	19.028,94 €
C et Article 29bis	19.719,47 €
D	26.952,46 €

Service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisables

Déficiência intellectuelle légère	14.122,48 €
Déficiência intellectuelle modérée	16.746,57 €
Déficiência intellectuelle sévère	16.746,57 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	24.949,58 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	22.025,57 €
Troubles caractériels.	25.718,74 €
Av/Adbl. - 12 ans	18.713,54 €
Av/Adbl. 12 ans et +	16.030,35 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	23.809,95 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	18.172,10 €
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	24.113,56 €
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	22.217,70 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	33.412,30 €
Autisme	25.718,74 €
Lésion cérébrale congénitale ou acquise	33.412,30 €

Service d'accueil de jour pour adultes

A	17.741,72 €
B	17.953,68 €
C et article 29bis	25.304,94 €

Service de placement familial

	7.655,30 €
--	-------------------

Service résidentiel de transition

	13.265,87 €
--	--------------------

b) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec une OM > 60

Service résidentiel pour jeunes

	Scol. + 75	Scol. 50 à 75	Scol. 25 à 50	Scol. - 25	N Scol. + 75	N Scol. 50 à 75	N Scol. 25 à 50	N Scol. - 25
Déf. intel. lég.	27.261,90 €	26.560,55 €	26.207,80 €	22.701,03 €	27.261,90 €	26.560,55 €	26.207,80 €	22.701,03 €
Déf. intel. mod.	32.153,75 €	31.311,30 €	30.887,99 €	26.675,72 €	36.374,33 €	35.531,87 €	35.108,57 €	30.887,99 €
Déf. intel. sév. alité	37.997,30 €	36.893,40 €	36.341,44 €	30.826,06 €	44.297,48 €	43.197,73 €	42.649,92 €	37.146,99 €
Déf. int. sév. non al.	38.528,84 €	37.424,94 €	36.872,98 €	31.357,60 €	44.829,02 €	43.729,27 €	43.181,46 €	37.678,53 €
Déf. intel. prof. alité	37.997,30 €	36.893,40 €	36.341,44 €	30.826,06 €	44.297,48 €	43.197,73 €	42.649,92 €	37.146,99 €
Déf. int. prof. non al. + troubles envahissant du dév.	38.528,84 €	37.424,94 €	36.872,98 €	31.357,60 €	44.829,02 €	43.729,27 €	43.181,46 €	37.678,53 €
Troubles caract.	38.172,64 €	37.118,54 €	36.587,33 €	31.312,65 €	43.430,72 €	42.376,62 €	41.849,57 €	36.587,33 €
Av/Ambl. - 12 ans	38.172,64 €	37.118,54 €	36.587,33 €	31.312,65 €	43.430,72 €	42.376,62 €	41.849,57 €	36.587,33 €
Av/Ambl. 12 ans et +	29.929,96 €	29.228,60 €	28.875,85 €	25.369,08 €	33.449,18 €	32.747,83 €	32.395,07 €	28.875,85 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	49.085,15 €	47.682,44 €	46.981,08 €	39.963,39 €	56.111,14 €	54.704,28 €	54.002,92 €	46.981,08 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	36.597,84 €	35.755,38 €	35.332,08 €	31.119,80 €	40.818,41 €	39.975,96 €	39.552,65 €	35.332,08 €
Troubles mot., dysmélie, poliom., malf. du squ. - 8 ans.	40.237,45 €	39.133,54 €	38.581,59 €	33.066,21 €	45.732,08 €	44.632,32 €	44.084,52 €	38.581,59 €
Troubles mot., dysmélie, poliom., malf. du squ. 8 ans et +.	35.591,30 €	34.711,49 €	34.271,59 €	29.864,26 €	40.006,92 €	39.122,97 €	38.683,06 €	34.271,59 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spinabif., myo- pathie, neurop.	54.257,04 €	52.787,93 €	52.057,52 €	44.720,28 €	61.598,43 €	60.133,47 €	59.398,92 €	52.057,52 €
Affection chron. non- contagieuse	34.350,04 €	33.507,58 €	33.084,28 €	28.872,00 €	38.570,61 €	37.728,16 €	37.304,85 €	33.084,28 €
Autisme	38.172,64 €	37.118,54 €	36.587,33 €	31.312,65 €	43.430,72 €	42.376,62 €	41.849,57 €	36.587,33 €
Lésion cérébrale congéni- tale ou acquise	54.257,04 €	52.787,93 €	52.057,52 €	44.720,28 €	61.598,43 €	60.133,47 €	59.398,92 €	52.057,52 €

Service résidentiel pour adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	38.599,06 €	37.784,53 €	37.373,24 €	33.284,46 €
B	40.653,22 €	39.794,33 €	39.366,90 €	35.080,54 €
C	49.805,06 €	48.680,04 €	48.119,55 €	42.502,52 €

Service résidentiel de nuit pour adultes

A	16.860,34 €
B	17.470,23 €
C	18.160,76 €
D	25.393,75 €

Service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisables

Déficience intellectuelle légère	12.649,30 €
Déficience intellectuelle modérée	15.273,38 €
Déficience intellectuelle sévère	15.273,38 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	23.476,39 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	20.552,38 €
Troubles caractériels.	24.245,55 €
Av/Ambly. - 12 ans	17.240,35 €
Av/Ambly. 12 ans et +	14.557,16 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	22.336,76 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	16.698,91 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	22.640,37 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	20.744,51 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	31.939,11 €
Autisme	24.245,55 €
Lésion cérébrale congénitale ou acquise	31.939,11 €

Service d'accueil de jour pour adultes

A	16.268,53 €
B	16.480,49 €
C	23.831,75 €

Service de placement familial

	7.655,30 €
--	-------------------

Service résidentiel de transition

	13.265,87 €
--	--------------------

c) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM <= 60

Service résidentiel pour jeunes

	Scol. + 75	Scol. 50 à 75	Scol. 25 à 50	Scol. - 25	N Scol. + 75	N Scol. 50 à 75	N Scol. 25 à 50	N Scol. - 25
Déf. intel. lég.	27.309,81 €	26.662,04 €	26.336,24 €	23.097,40 €	27.309,81 €	26.662,04 €	26.336,24 €	23.097,40 €
Déf. intel. mod.	31.843,23 €	31.065,14 €	30.674,18 €	26.783,74 €	35.741,34 €	34.963,25 €	34.572,29 €	30.674,18 €
Déf. intel. sév. alité	37.244,72 €	36.225,16 €	35.715,38 €	30.621,38 €	43.075,40 €	42.059,66 €	41.553,72 €	36.471,22 €
Déf. int. sév. non al.	37.736,67 €	36.717,10 €	36.207,32 €	31.113,33 €	43.567,34 €	42.551,61 €	42.045,66 €	36.963,17 €
Déf. intel. prof. alité	37.244,72 €	36.225,16 €	35.715,38 €	30.621,38 €	43.075,40 €	42.059,66 €	41.553,72 €	36.471,22 €
Déf. int. prof. non al. + troubles envahissant. du dév.	37.736,67 €	36.717,10 €	36.207,32 €	31.113,33 €	43.567,34 €	42.551,61 €	42.045,66 €	36.963,17 €
Troubles caract.	37.418,75 €	36.445,18 €	35.954,57 €	31.082,89 €	42.275,10 €	41.301,53 €	40.814,75 €	35.954,57 €
Av/Ambly. - 12 ans	37.418,75 €	36.445,18 €	35.954,57 €	31.082,89 €	42.275,10 €	41.301,53 €	40.814,75 €	35.954,57 €
Av/Ambly. 12 ans et +	29.804,54 €	29.156,77 €	28.830,97 €	25.592,12 €	33.054,88 €	32.407,11 €	32.081,31 €	28.830,97 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	47.547,16 €	46.251,62 €	45.603,85 €	39.122,33 €	54.036,34 €	52.736,97 €	52.089,20 €	45.603,85 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	36.013,13 €	35.235,05 €	34.844,08 €	30.953,64 €	39.911,24 €	39.133,16 €	38.742,19 €	34.844,08 €
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 ans.	39.346,66 €	38.327,09 €	37.817,31 €	32.723,32 €	44.421,49 €	43.405,75 €	42.899,80 €	37.817,31 €
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 ans et +.	35.055,68 €	34.243,10 €	33.836,80 €	29.766,21 €	39.133,94 €	38.317,52 €	37.911,23 €	33.836,80 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spinabif., myo- pathie, neurop.	52.378,59 €	51.021,72 €	50.347,12 €	43.570,47 €	59.159,08 €	57.806,04 €	57.127,61 €	50.347,12 €

	Scol. + 75	Scol. 50 à 75	Scol. 25 à 50	Scol. - 25	N Scol. + 75	N Scol. 50 à 75	N Scol. 25 à 50	N Scol. - 25
Affection chron. non-contagieuse	33.909,21 €	33.131,12 €	32.740,16 €	28.849,71 €	37.807,32 €	37.029,23 €	36.638,27 €	32.740,16 €
Autisme	37.418,75 €	36.445,18 €	35.954,57 €	31.082,89 €	42.275,10 €	41.301,53 €	40.814,75 €	35.954,57 €
Lésion cérébrale congénitale ou acquise	52.378,59 €	51.021,72 €	50.347,12 €	43.570,47 €	59.159,08 €	57.806,04 €	57.127,61 €	50.347,12 €

Service résidentiel pour adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	37.801,49 €	37.048,45 €	36.668,20 €	32.888,11 €
B	39.701,88 €	38.907,84 €	38.512,68 €	34.549,92 €
C	48.238,58 €	47.198,49 €	46.680,31 €	41.487,34 €

Service résidentiel de nuit pour adultes

A	17.668,82 €
B	18.232,19 €
C	18.870,06 €
D	25.551,34 €

Service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisables

Déficience intellectuelle légère	13.473,15 €
Déficience intellectuelle modérée	15.906,47 €
Déficience intellectuelle sévère	15.906,47 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	23.463,35 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	20.769,54 €
Troubles caractériels.	24.189,77 €
Av/Ambl. - 12 ans	17.723,85 €
Av/Ambl. 12 ans et +	15.251,76 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	22.460,21 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	17.240,45 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	22.736,91 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	20.990,48 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	31.386,26 €
Autisme	24.189,77 €
Lésion cérébrale congénitale ou acquise	31.386,26 €

Service d'accueil de jour pour adultes

A	16.810,53 €
B	17.005,81 €
C	23.870,83 €

Service de placement familial

	7.252,13 €
--	-------------------

Service résidentiel de transition

	12.450,52 €
--	--------------------

d) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM > 60

Service résidentiel pour jeunes

	Scol. + 75	Scol. 50 à 75	Scol. 25 à 50	Scol. - 25	N Scol. + 75	N Scol. 50 à 75	N Scol. 25 à 50	N Scol. - 25
Déf. intel. lég.	25.787,39 €	25.139,62 €	24.813,82 €	21.574,98 €	25.787,39 €	25.139,62 €	24.813,82 €	21.574,98 €
Déf. intel. mod.	30.320,81 €	29.542,72 €	29.151,76 €	25.261,32 €	34.218,92 €	33.440,84 €	33.049,87 €	29.151,76 €
Déf. intel. sév. alité	35.722,30 €	34.702,74 €	34.192,96 €	29.098,97 €	41.552,98 €	40.537,25 €	40.031,30 €	34.948,80 €
Déf. int. sév. non al.	36.214,25 €	35.194,68 €	34.684,90 €	29.590,91 €	42.044,92 €	41.029,19 €	40.523,24 €	35.440,75 €
Déf. int. prof. alité	35.722,30 €	34.702,74 €	34.192,96 €	29.098,97 €	41.552,98 €	40.537,25 €	40.031,30 €	34.948,80 €
Déf. int. prof. non al. + troubles envahissant. du dév.	36.214,25 €	35.194,68 €	34.684,90 €	29.590,91 €	42.044,92 €	41.029,19 €	40.523,24 €	35.440,75 €
Troubles caract.	35.896,34 €	34.922,77 €	34.432,15 €	29.560,47 €	40.752,68 €	39.779,11 €	39.292,33 €	34.432,15 €
Av/Ambl. - 12 ans	35.896,34 €	34.922,77 €	34.432,15 €	29.560,47 €	40.752,68 €	39.779,11 €	39.292,33 €	34.432,15 €
Av/Ambl. 12 ans et +	28.282,12 €	27.634,35 €	27.308,55 €	24.069,70 €	31.532,46 €	30.884,69 €	30.558,89 €	27.308,55 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	46.024,74 €	44.729,20 €	44.081,43 €	37.599,92 €	52.513,92 €	51.214,55 €	50.566,79 €	44.081,43 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	34.490,72 €	33.712,63 €	33.321,67 €	29.431,22 €	38.388,83 €	37.610,74 €	37.219,78 €	33.321,67 €
Troubles mot., dysmélie, poliom., malf. du squ. - 8 ans.	37.824,24 €	36.804,68 €	36.294,89 €	31.200,90 €	42.899,07 €	41.883,33 €	41.377,39 €	36.294,89 €
Troubles mot., dysmélie, poliom., malf. du squ. 8 ans et +.	33.533,26 €	32.720,68 €	32.314,38 €	28.243,79 €	37.611,52 €	36.795,10 €	36.388,81 €	32.314,38 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spinabif., myo- pathie, neurop.	50.856,17 €	49.499,30 €	48.824,70 €	42.048,05 €	57.636,66 €	56.283,63 €	55.605,19 €	48.824,70 €
Affection chron. non- contagieuse	32.386,79 €	31.608,70 €	31.217,74 €	27.327,30 €	36.284,90 €	35.506,81 €	35.115,85 €	31.217,74 €
Autisme	35.896,34 €	34.922,77 €	34.432,15 €	29.560,47 €	40.752,68 €	39.779,11 €	39.292,33 €	34.432,15 €
Lésion cérébrale congéni- tale ou acquise	50.856,17 €	49.499,30 €	48.824,70 €	42.048,05 €	57.636,66 €	56.283,63 €	55.605,19 €	48.824,70 €

Service résidentiel pour adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	36.279,07 €	35.526,03 €	35.145,79 €	31.365,69 €
B	38.179,47 €	37.385,42 €	36.990,26 €	33.027,50 €
C	46.716,16 €	45.676,07 €	45.157,90 €	39.964,93 €

Service résidentiel de nuit pour adultes

A	16.146,40 €
B	16.709,77 €
C	17.347,64 €
D	24.028,92 €

Service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisables

Déficience intellectuelle légère	12.031,87 €
Déficience intellectuelle modérée	14.465,19 €
Déficience intellectuelle sévère	14.465,19 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	22.022,07 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	19.328,26 €
Troubles caractériels.	22.748,49 €
Av/Ambly. - 12 ans	16.282,58 €
Av/Ambly. 12 ans et +	13.810,48 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	21.018,93 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	15.799,17 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	21.295,63 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	19.549,20 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	29.944,98 €
Autisme	22.748,49 €
Lésion cérébrale congénitale ou acquise	29.944,98 €

Service d'accueil de jour pour adultes

A	15.369,25 €
B	15.564,53 €
C	22.429,55 €

Service de placement familial

	7.252,13 €
--	-------------------

Service résidentiel de transition

	12.450,52 €
--	--------------------

§ 2. Les subventions par prise en charge qui figurent au § 1^{er} de la présente annexe ont été calculés par addition des montants suivants :

a) Pour les services autres que les services de placement familial et les services résidentiels de transition

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

2.936,69 € en service résidentiel ≤ 60 prises en charge

2.921,27 € en service résidentiel > 60 prises en charge

1.444,84 € en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec une O.M. ≤ 60 prises en charge

1.362,81 € en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec une O.M. > 60 prises en charge

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif) :

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé

7.805,82 € en service résidentiel ≤ 60 prises en charge

6.262,53 € en service résidentiel > 60 prises en charge

5.480,69 € en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec une O.M. ≤ 60 prises en charge

4.089,53 € en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec une O.M. > 60 prises en charge

Ces montants sont obtenus par la multiplication des coefficients de subventionnement figurant à l'annexe XIII par les barèmes moyens suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

25.260,36 € pour le personnel administratif

31.374,41 € pour les comptables

23.692,86 € pour les ouvriers

33.055,54 € pour les assistants sociaux

38.791,09 € pour les directeurs dans les services dont l'O.M.R. est ≤ à 60

47.199,61 € pour les directeurs dans les services dont l'O.M.R. est > à 60

La somme des résultats est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,66 % en service résidentiel

51,89 % en service d'accueil de jour

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur public

7.641,13 € en service résidentiel <= 60 prises en charge

6.134,13 € en service résidentiel > 60 prises en charge

5.364,37 € en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec une O.M. <= 60 prises en charge

4.005,12 € en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec une O.M. > 60 prises en charge

Ces montants sont obtenus par la multiplication des coefficients de subventionnement figurant à l'annexe XIII par les barèmes moyens suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

24.830,75 € pour le personnel administratif

30.570,20 € pour les comptables

23.176,12 € pour les ouvriers

32.698,06 € pour les assistants sociaux

37.581,92 € pour les directeurs dans les services dont l'O.M.R. est <= à 60

46.035,40 € pour les directeurs dans les services dont l'O.M.R. est > à 60

La somme des résultats est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,66 % en service résidentiel

51,89 % en service d'accueil de jour

Montant n° 3 (représentant une moyenne des charges de personnel éducatif)

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé

Selon le type de prises en charge, les coefficients de subventionnement prévu au point a) de l'annexe XIV sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

34.632,02 € pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial

32.734,16 € pour les éducateurs Cl1, 2A et chef éduc.

24.656,00 € pour les éducateurs Cl EB, Cl 3, puéricultrices et assimilés

36.978,70 € pour les éducateurs chef de groupe

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté

La somme des résultats est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

59,36 % en service résidentiel

51,89 % en service d'accueil de jour

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur public

Selon le type de prises en charge, les coefficients de subventionnement prévu au point a) de l'annexe XIV sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

34.274,00 € pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial

31.855,98 € pour les éducateurs Cl1, 2A et chef éduc.

24.251,72 € pour les éducateurs Cl 2B, Cl 3, puéricultrices et assimilés

36.097,22€ pour les éducateurs chef de groupe

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté

La somme des résultats est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

51,09 % en service résidentiel

43,62 % en service d'accueil de jour

Pour l'ensemble des services

On applique ensuite le coefficient suivant compte tenu des disponibilités budgétaires :

82 % en service résidentiel pour jeunes

100 % en service résidentiel de nuit pour adultes

82 % en service résidentiel pour adultes

100 % en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés

85 % en service d'accueil de jour pour adultes

D'autre part, la répartition implicite de l'encadrement entre les éducateurs de « catégorie I » et de la « catégorie II » prévue par les coefficients du point a) de l'annexe XIV est réajustée annuellement par l'Agence.

Cette répartition rend compte de la moyenne par catégorie d'institutions constatée durant l'année de référence soit :

76,77 %	EDUC. I	/	23,23 %	EDUC. II	en service résidentiel pour adultes
86,32 %	EDUC. I	/	13,68 %	EDUC. II	en service résidentiel de nuit pour adultes
87,92 %	EDUC. I	/	12,08 %	EDUC. II	en service résidentiel pour jeunes
87,28 %	EDUC. I	/	12,72 %	EDUC. II	en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisables
85,61 %	EDUC. I	/	14,39 %	EDUC. II	en service d'accueil de jour pour adultes

b) Pour les services de placement familial

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

1.481,70 €

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif et éducatif) :

Les coefficients de subventionnement prévus au point b) de l'annexe XIV sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

Pour les institutions privées

33.055,54 € pour la fonction de directeur

33.055,54 € pour la fonction d'assistant social et/ou éducateur (minimum cl. 2A)

34.632,02 € pour les psychologues et/ou paramédicaux

24.013,11 € pour la fonction de commis

Pour les institutions publiques

32.698,06 € pour la fonction de directeur

32.698,06 € pour la fonction d'assistant social et/ou éducateur (minimum cl. 2A)

34.274,00 € pour les psychologues et/ou paramédicaux

23.577,10 € pour la fonction de commis

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

51,89 % pour les institutions privées

43,62 % pour les institutions publiques

c) Pour les services résidentiels de transition

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

383,30 €

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif et éducatif) :

Les coefficients de subventionnement prévus au point b) de l'annexe XIV sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

33.055,54 € pour les institutions privées

32.698,06 € pour les institutions publiques

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,89 % pour les institutions privées

47,62 % pour les institutions publiques

Vu pour être annexé à l'arrêté du 15 juillet 2010 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 15 juillet 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,

Mme E. TILLIEUX

Annexe 3

ANNEXE VI

Frais de personnel – règles spécifiques

I. Ancienneté pécuniaire.

Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire du personnel éducatif, des directeurs et assistants sociaux, est admissible le nombre d'années durant lesquelles le travailleur a été rémunéré par l'employeur, que ce soit à temps plein ou à temps partiel, dans les secteurs suivants :

Les institutions agréées ou conventionnées par l'Agence, par l'ex Fonds 81 et l'ex FCIPPH,

Les institutions agréées ou conventionnées par la COCOF et la COCOM,

Les services d'Aide à la Jeunesse et de l'ex Protection de la Jeunesse,

Les services agréés ou conventionnés par l'O.N.E.,

Les Centres Agréés,

Les institutions agréées et conventionnées par la Direction générale des Affaires sociales et de la Santé du Ministère fédéral des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement,

Les institutions agréées et conventionnées par la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne.

Les Ecoles d'Enseignement spécial,

Les institutions ayant obtenu une convention avec l'INAMI,

sont assimilées les périodes de congés de maternité et d'allaitement, les périodes d'interruption de carrière d'un maximum donnant le droit à une allocation d'interruption, les 10 jours d'absence pour motifs impérieux.

Pour le personnel non-éducatif, hormis les directeurs et assistants sociaux, tout service presté antérieurement dans une fonction similaire à celle qu'il occupe au moment de son engagement dans une institution agréée par l'Agence peut également être assimilé qu'il l'ait été à temps plein ou à temps partiel.

On entend par fonction similaire :

* pour le personnel administratif : toutes les fonctions reprises sous cette rubrique à l'annexe VII.

* pour le personnel ouvrier : toutes les fonctions reprises sous cette rubrique à l'annexe VII.

Ces services ne sont pris en considération qu'à partir de la date à laquelle le membre du personnel atteint l'âge fixé à l'annexe VII du présent arrêté.

Les membres du personnel qui étaient en service avant le 1^{er} janvier 1984 dans les institutions agréées par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés ou par l'Office de Protection de la jeunesse, conservent au minimum le bénéfice de l'ancienneté pécuniaire qui leur a été reconnue officiellement à l'époque.

La preuve des services prestés, à fournir par les intéressés résulte des versements effectués auprès d'un organisme de sécurité sociale ou d'une caisse de pension.

Tout autre document justificatif pourra être exigé par les services compétents.

II. Nominations, promotions et changements de fonction.

§ 1^{er}. Pour tout membre du personnel nommé à un grade de direction, la rémunération ne peut être inférieure à celle afférente à la fonction à laquelle donne droit son diplôme dans le service qui l'occupe;

§ 2. Le membre du personnel promu à un autre grade, dans le même service, conserve la totalité de l'ancienneté pécuniaire qui lui a été reconnue sur base des critères fixés au point II de la présente annexe.

De même en cas de changement de fonction au sein de la même institution, l'ancienneté pécuniaire reconnue avant le changement de fonction reste acquise, compte tenu néanmoins des âges de prises de rangs tels qu'ils sont définis au point II de la présente annexe.

§ 3. Le personnel de cadre est tenu, dans les quatre ans qui suivent le premier septembre qui suit leur engagement ou leur promotion, de satisfaire aux conditions suivantes :

Chef éducateur :

- avoir réussi un des modules de la formation « Gestion de services pour personnes handicapées » organisée par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le comité de gestion de l'Agence;

- avoir réussi l'unité de formation « Les stratégies de l'organisation » du post-graduat « cadre du secteur non-marchand » organisé par l'enseignement supérieur de promotion sociales;

Educateur chef de groupe

- avoir réussi les 150 heures de la première année du cycle de formation en deux ans "Gestion de services pour personnes handicapées" organisée par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le comité de gestion de l'Agence;

Sous-directeur

- avoir réussi les 150 heures de la première année du cycle de formation en deux ans "Gestion de services pour personnes handicapées" organisée par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le comité de gestion de l'Agence.

Directeur

- avoir réussi les formations en deux années de 150 heures "Gestion de services pour personnes handicapées" organisée par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le comité de gestion de l'Agence;

III. Aménagement de la fin de carrière.

La cotisation mensuelle versée au Fonds social « Old Timer » en application de la convention collective de travail du 7 janvier 2003 dans les termes où elle a été conclue au sein de la Commission paritaire 319.02 instaurant des dispositions quant à l'aménagement de la fin de carrière professionnelle dénommée « plan Tandem », est considérée comme une charge admissible.

Pour le secteur public, ce dispositif doit être préalablement reconnu par le Gouvernement comme offrant des avantages et garanties semblables à celles prévues par la convention collective de travail précitée.

IV. Ne sont pas admissibles :

1° Les rémunérations payées à des membres du personnel admis à la retraite, qui exercent une activité professionnelle non autorisée en vertu de la législation en matière de pension.

2° La partie des rémunérations et des charges patronales légales qui dépasse les montants pris en charge par les pouvoirs publics pour un horaire complet sans préjudice du paiement des heures supplémentaires admissibles et des prestations effectuées dans le cadre de l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel en service dans les services.

Cette disposition s'applique également au cas où une personne occupe plusieurs fonctions à temps partiel subventionnées ou à charge des pouvoirs publics.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 15 juillet 2010 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 15 juillet 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,
Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 2589

[C — 2010/27170]

15 JULI 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, artikel 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 juli 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 juli 2010;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 24 juni 2010;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat aanpassingen nodig zijn voor de vastlegging van het bedrag van de subsidies die voor het jaar 2010 toegekend worden aan de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen en dat die subsidies zo spoedig mogelijk toegekend moeten worden om een efficiënte werking van die diensten mogelijk te maken;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In artikel 13, § 1, 4°, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen wordt de zin « Het bewijs van goed zedelijk gedrag van de directeur moet vrijgesteld zijn van veroordelingen tot correctionele straffen voor wanbedrijven die onverenigbaar zijn met de functie, of tot criminele straffen » vervangen door de zin « Het uittreksel uit het strafregister van de directeur en de bestuurders moet vrijgesteld zijn van veroordelingen tot correctionele straffen voor wanbedrijven die onverenigbaar zijn met de functie, of tot criminele straffen ».

Art. 3. In artikel 26, § 3, van hetzelfde besluit worden de woorden « in punt IV van bijlage VI » vervangen door de woorden « in punt III van bijlage VI ».

Art. 4. Artikel 32 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met volgend lid :

« Het Agentschap stort gedurende de eerste semester een voorschot aan de diensten dat overeenstemt met de laatste subsidie die berekend werd. »

Art. 5. In artikel 53 van hetzelfde besluit wordt het laatste lid vervangen als volgt : « Voor 2010 wordt de in artikel 24, § 1, 2°, bedoelde aanpassingscoëfficiënt op 100 % vastgelegd ».

Art. 6. In artikel 54 van hetzelfde besluit wordt het laatste lid vervangen als volgt : « Bij hun indienstneming moeten de personeelsleden van de diensten een uittreksel uit het strafregister aan de dienst overleggen dat vrijgesteld is van veroordelingen tot correctionele straffen voor wanbedrijven die onverenigbaar zijn met de functie, of tot criminele straffen. »

Art. 7. In de artikelen 75, § 4, tweede lid, en 75, § 5, van hetzelfde besluit wordt de zin « hoofdstuk III, afdeling 1, punt 4, a), § 6, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 op de jaarrekening » vervangen door de zin « van artikel 10 van het Wetboek van Vennootschappen ingevoerd bij de wet van 7 mei 1999 ».

Art. 8. Artikel 91 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « Wat betreft de diensten voor plaatsing in gezinnen die overeenkomstig artikel 24 een jaarlijks subsidiebedrag ontvangen dat overeenstemt met het theoretische bedrag, wordt hun subsidie met € 50.000 vermeerderd met het oog op de uitbreiding van hun personeel dat belast is met het zoeken naar en het selecteren van onthaalgezinnen. »

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt bijlage III vervangen door bijlage 1 die bij dit besluit gaat.

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt bijlage IV bij hetzelfde besluit vervangen door bijlage 2 die bij dit besluit gaat.

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt bijlage VI bij hetzelfde besluit vervangen door bijlage 3 die bij dit besluit gaat.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 5 en van bijlage 2, die in werking treden op 1 januari 2010.

Art. 13. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 juli 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 1

PRINCIPES OP BASIS WAARVAN DE LASTEN IN AANMERKING WORDEN

1. De lasten worden niet in aanmerking genomen als de volgende algemene principes niet nageleefd worden :

- ze moeten betrekking hebben op de begunstigden bedoeld in artikel 2 van dit besluit voor wie het Agentschap een toelage verleent. Als de dienst door het Agentschap niet-gesubsidieerde begunstigden en/of elke andere gehandicapte persoon onthaalt of huisvest, worden de in de boekhouding van de dienst opgenomen lasten verminderd d.m.v. een coëfficiënt. De teller ervan bevat de tenlastenemingsdagen en de noemer de onthaal- of huisvestingsdagen voor alle begunstigden van de dienst. Het toekenningsjaar van de toelage is de periode die in aanmerking komt voor de berekening van het aantal voormelde dagen. In de administratieve entiteiten worden die berekend met inachtneming van een weging die gelijk is aan het relatieve gewicht van de in bijlage IV bedoelde theoretische gemiddelde toelagen per tenlasteneming van de betrokken diensten. Het aantal tenlastenemingsdagen (teller) wordt evenwel verhoogd met het aantal dagen van de begunstigden waarvoor het Agentschap geen toelage verleent, naar rato van maximum (2 tenlastenemingen) voor instellingen met een GRB van 60 of minder, en 3 tenlastenemingen voor diensten met een GRB boven 60, alsook met de dagen aanwezigheid van de gehandicapte personen voor wie het gewestelijk bureau nog geen beslissing heeft genomen. De verhoging van diezelfde dagen, als ze betrekking hebben op door het Agentschap niet-gesubsidieerde begunstigden, is respectievelijk gelijk aan 5 en 8 voor de toepassing van de verminderingcoëfficiënt voor lasten die toepasselijk is op de werkingslasten die geldig aangerekend zijn op de volgende rekeningen, opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 : de overeenstemmende rekeningen 6015, 60161 en 609, alsook 610, 611, 612, 614, 615, 61600, 617, 619, 63, 64 en 65, onverminderd de in dit besluit bedoelde principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen;

- ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de instelling overeenkomstig dit besluit gesubsidieerd werd;

- ze moeten redelijk zijn t.o.v. de behoeften van de gesubsidieerde activiteit;

- ze moeten betrekking hebben op de door het Agentschap erkende infrastructures;

- ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die in geen geval deel mogen uitmaken van de inrichtende macht of van de directie van de dienst, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van de dienst geen functie van directeur of bestuurder bekleeden. In het tegenovergestelde geval dient de aantoonbaarheid van de lasten door het Agentschap te kunnen worden vastgesteld;

- ze moeten geboekt worden overeenkomstig de wetgeving met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

- ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Vooral de VZW's die onder één enkele controle of directie staan in de zin van de artikelen 5 tot 10 van het Wetboek van vennootschappen, ingevoerd bij de wet van 7 mei 1999, vormen derden onder elkaar voor zover hun respectievelijke boekhoudingen op een geldige wijze gecontroleerd kunnen worden;

- zij mogen niet betrekking hebben op forfaitaire sommen, buiten de sommen die verantwoord zijn via een overeenkomst waarin de voorwaarden waaronder de beroepsprestaties geleverd en bezoldigd worden, omstandig worden omschreven;

- zij dienen in voorkomend geval voort te vloeien uit de aanrekening die wordt doorgevoerd vanuit een verdeelsleutel die beantwoordt aan objectieve, realistische en concrete criteria.

2. Meer bepaald de volgende lasten worden niet in aanmerking genomen :

Ze moeten betrekking hebben op de toekenning van voordelen van allerlei aard.

2.1. In de rekeningen 60 en 61 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :

- het gedeelte van de reiskosten om dienstrekenen boven het percentage dat voor het personeel van de ministeries bepaald werd bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2001;

- de beleggingswaarden, met inbegrip van grote herstellingen en groot onderhoud boven 500 euro, die voor één enkel boekjaar als lasten worden geboekt;

- de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;

- de betaling van prestaties verricht voor rekening van de instelling door personen of dienstenmaatschappijen die niet voldoen aan de kwalificatievereisten bedoeld in bijlage II;

- de restaurantstroken waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;

- de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;

- de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;

- de huurlasten onder VZW's, behalve als ze overeenstemmen

hetzij met het geïndexeerde kadastraal inkomen van betrokken gebouw, waarvan de afschrijving van de door de overheid verleende kapitaalsubsidies afgetrokken wordt, betreffende dat gebouw. Onder geïndexeerd kadastraal inkomen wordt verstaan het niet geïndexeerde kadastraal inkomen bepaald door de Federale Overheidsdienst Financiën, vermenigvuldigd met onderstaande formule :

Index ABEX van november (van betrokken boekjaar)

Index ABEX van november (van het jaar van de vastlegging
of van de laatste wijziging van het kadastraal inkomen)

hetzij met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van betrokken gebouw dat niet gesubsidieerd werd door de overheid.

Alleen in dat geval kunnen de lasten die krachtens de wet op de huurovereenkomsten geacht worden ten laste van de verhuurder te vallen als huurderslasten aangenomen worden.

2.2. in de rekeningen 62 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :

- de bezoldigingen die niet overeenstemmen met de weddeschalen opgenomen in bijlage 8 bij dit besluit en die niet vastgelegd zijn overeenkomstig de regels vermeld onder de punten II, III en IV van bijlage 6, alsook van die vermeld onder punt V van dezelfde bijlage;
- de aanvullende voordelen die niet voortvloeien uit een officiële overeenkomst in het kader van de PC 319.02 of van de Nationale Arbeidsraad;
- de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
- de dotaties en de aanwendungen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in de rekeningen 6250 en 625 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
- de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverstrekkingen worden vermeld;
- de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de RSZ en/of bij de Administratie van de belastingen;
- de verbrekingsvergoedingen, behalve de vergoedingen met betrekking tot de directeur en de vergoedingen die voortvloeien uit een omvorming zoals bedoeld in artikel 85 voor elk ander personeelslid.

2.3. in de rekeningen 63 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :

- de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan :
 - * 20 % voor de vestigingskosten bedoeld in rekening 6300 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1
 - * 33 % voor onlichamelijke vaste activa bedoeld in rekening 6301 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1
 - * 3 % voor de gebouwen en bebouwde terreinen bedoeld in rekening 63020, opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1, met uitzondering van de grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in de rekeningen 63020X die tegen 10 % afgeschreven worden
 - * 20 % voor de installaties, machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021, opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1, met uitzondering van het educatieve materieel dat tegen 10 % afgeschreven wordt. Het informaticamaterieel kan echter tegen 10 % afgeschreven worden.
 - * 10 % voor het meubilair bedoeld in rekening 63022X opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
 - * 20 % voor het rollend materieel bedoeld in rekening 63022X opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
 - * Eén van voorvermelde percentages in functie van het type betrokken goederen voor het leasingcontract en andere gelijkaardige rechten bedoeld in rekening 63023 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
 - * 10 % voor de inrichtingen en verbouwingen van gebouwen, excl. uitbreidingen.

Een afwijking van die percentages kan door het Agentschap worden toegestaan bij tweedehandse aankoop of aankoop van geprefabriceerde goederen. Bedoelde afwijking dient te worden aangevraagd bij aangetekend schrijven, en met redenen omkleed zijn :

- de waardeverminderingen op vorderingen bedoeld in de rekeningen 633 en 634 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
- de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
- de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
- de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1.

2.4. in de rekeningen 64 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :

- de boeten aangerekend op rekening 640;
- de in de rekeningen 646 bedoelde kosten betreffende de bedragen die aan de subsidiërende overheid terugbetaald moeten worden;

2.5. in de rekeningen 65 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :

- de niet-verdeelde financiële lasten, al naar gelang van het soort, in de volgende rekeningen : 6500- " Financiële lasten van investeringsleningen ", 65001- " Financiële lasten leasing ", 65002- " Financiële lasten kaskredieten - " AWIPH "- uitstel of dwingende reden ", 65003- " Financiële lasten kaskredieten - Andere ", 6570- " Financiële lasten bankrekeningen ", 6571- " Financiële lasten - beleggingen ";
- de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de instelling niets te maken heeft. In dit geval moet de instelling het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de Administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan het Agentschap moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op voormeld krediet rechtvaardigt;
- de financiële lasten ivm beleggingen.

2.6. in de rekeningen 66 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :

- de uitzonderlijke lasten bedoeld in rekening 660 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1. Met de instemming van het Agentschap kunnen de buitengewone afschrijvingen die uit de gewone activiteit van de dienst voortvloeien evenwel in aanmerking komende lasten uitmaken.

2.7. in de rekeningen 69 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :

- de lasten voor resultatenverwerkingen gesplitst in de rekeningen 69 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1.

2.8. Allerlei :

- de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- de lasten betreffende de terugbetalingen van administratiekosten, behalve voor punctuele opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.

3. Van de lasten worden afgetrokken :

- de door de overheid verleende toelagen wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van dit besluit;
- de door de Nationale Loterij verleende werkingstoelage kan niet van de lasten afgetrokken worden;
- de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, van het verkoop van producten buiten de instelling of van cash management. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;
- de lasten betreffende de organisatie van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, het verkoop van producten buiten de instelling of cash management. Ze moeten naar gelang hun type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze handelingen voortkomen.

4. Bestemming van de lasten en opbrengsten voor de verschillende toelagen bedoeld in titel III, Hoofdstuk II van dit besluit

4.1. Algemene beginselen.

Onverminderd de principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen in dit besluit :

De in artikel 20, 1^o, bedoelde lasten voor de algemene werking van de dienst en de personeelslasten die op een geldige wijze geboekt worden op de overeenstemmende rekeningen 6015, 60161 et 609, alsook 610, 611, 612 614, 615, 61600, 617, 618, 619, 62, 63, 64 en 65 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1, worden beschouwd als lasten die in aanmerking komen voor de jaarlijkse toelage bedoeld in titel III, hoofdstuk II, afdeling I, van dit besluit;

De lasten betreffende de geneesheren die betaald of bezoldigd worden op grond van een geschreven overeenkomst met de dienst en op een geldige wijze geboekt worden op de rekeningen 62 en 6187 bedoeld in artikel 75, § 1.

De lasten m.b.t. de effectieve aanwezigheid van de gehandicapte personen, die er het exclusieve genot van hebben en die op een geldige wijze worden geboekt op de overeenstemmende rekeningen 6010, 6011, 6012 en 609 alsook 613, 61601 en 6161, bedoeld in artikel 75, § 1, worden beschouwd als lasten die in aanmerking komen voor de dagelijkse toelage bedoeld in titel III, hoofdstuk II, afdeling 3, van dit besluit.

Als de in aanmerking komende dagelijkse lasten hoger liggen dan de dagelijkse toelage, kunnen ze door de jaarlijkse toelage gedekt worden op voorwaarde dat de begeleidingsnormen bedoeld in titel IV worden nageleefd.

4.2. Lasten en opbrengsten waarvoor tegelijkertijd verschillende toelagen worden verleend :

« De reiskosten om dienstredenen » zijn kosten voor voertuigen die niet aan de instelling toebehoren.

Ze worden op de rekening 6160 geboekt en moeten op grond van bewijsstukken gesplitst worden in twee subrekeningen, één voor de reiskosten i.v.m. de algemene werking van de dienst (61600), de andere voor de kosten i.v.m. verplaatsingen van gehandicapte personen (61601). Deze kosten komen respectievelijk in aanmerking voor de jaarlijkse toelage en voor de dagelijkse toelage.

De reiskosten die op de rekening 6161 "Externe collectieve ophaaldienst" geboekt worden, komen in aanmerking voor de dagelijkse toelage bedoeld in titel III, hoofdstuk II, afdeling 3, van dit besluit.

De kosten voor de voertuigen die aan de instelling toebehoren, moeten gesplitst worden in de overeenstemmende subrekeningen van de algemene rekeningen, hoofdzakelijk via de volgende rekeningen "63022X-" Afschrijving voertuig ", 61204X-" Brandstof voertuig ", 61405X-" Verzekeringen voertuig ", 640X" Belastingen voertuig "611X-" Onderhoud en herstellingen voertuig". Deze lasten worden over de dagelijkse en de jaarlijkse toelage verdeeld op basis van een verdeelsleutel waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de kilometers die met of zonder gehandicapte personen worden afgelegd. Bij gebrek aan een bijgewerkt dagboekje waarin dit onderscheid voorkomt, komen deze lasten in aanmerking voor het volgende toelagepercentage : 10 % voor de jaarlijkse toelage en 90 % voor de dagelijkse toelage.

De afschrijvingen van investeringen van het type opvoeding, recreatie en geneeskunde, excl. het meubilair, zijn te boeken op de dagelijkse toelage, de andere op de jaarlijkse toelage

De dienstverrichtingen van bedrijven uit de privé-sector komen in aanmerking voor de volgende toelagen :

* Voor de bereidingen van maaltijden : 40 % van het bedrag, excl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor niet-educatief personeel - Dat percentage komt in aanmerking voor de jaarlijkse toelage. Het saldo, incl. btw op het totaalbedrag, komt in aanmerking voor de dagelijkse toelage.

* Voor de reiniging van kleren, lakens, enz. : 65 % van het bedrag, excl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor niet-educatief personeel - Dat percentage komt in aanmerking voor de jaarlijkse toelage. Het saldo, incl. btw op het totaalbedrag, komt in aanmerking voor de dagelijkse toelage.

* Voor dienstverrichtingen i.v.m. sociaal secretariaat, boekhouding, andere administratieve dienstverleningen en onderhoudskosten : 100 % van het bedrag, incl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor niet-educatief personeel.

* Voor dienstverrichtingen betreffende de supervisie op educatieve ploegen : 100 % van het bedrag, incl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor educatief personeel.

De ingevorderde kosten worden afgetrokken van de overeenstemmende lasten.

Het gebruik van de toelagen van verschillende diensten die eenzelfde administratieve cel vormen, wordt gecontroleerd door de per enveloppe verleende toelagen en de per sectie geboekte lasten op te tellen.

5. Afwijkingen

Het Agentschap kan in samenspraak met de diensten die op verzoek van zijn beheerscomité een reconversie- of omvormingsproces begonnen zijn voorzien in maatregelen tot afwijking van de bepalingen van deze bijlage.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 15 juli 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 2

BIJLAGE IV

§ 1. Lijst van de subsidies per tenlasteneming

a) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB < of = 60

Residentieële dienst voor jongeren

	Leerpl. + 75 Art 29bis S	Leerpl. 50 tot 75	Leerpl. 25 tot 50	Leerpl. - 25	N Leerpl. + 75 Art 29bis NS	N Leerpl. 50 tot 75	N Leerpl. 25 tot 50	N Leerpl - 25
Lichte geest. def	28.820,61 €	28.119,26 €	27.766,51 €	24.259,74 €	28.820,61 €	28.119,26 €	27.766,51 €	24.259,74 €
Gemat. geest. def.	33.712,46 €	32.870,00 €	32.446,70 €	28.234,43 €	37.933,03 €	37.090,58 €	36.667,28 €	32.446,70 €
Ern. geest. def. en bed- legerig	39.556,01 €	38.452,10 €	37.900,15 €	32.384,77 €	45.856,19 €	44.756,43 €	44.208,63 €	38.705,70 €
Ern. geest. def. en niet- bedlegerig	40.087,55 €	38.983,65 €	38.431,69 €	32.916,31 €	46.387,73 €	45.287,98 €	44.740,17 €	39.237,24 €
Prof. geest. def. en bed- legerig	39.556,01 €	38.452,10 €	37.900,15 €	32.384,77 €	45.856,19 €	44.756,43 €	44.208,63 €	38.705,70 €
Ern. geest. def. niet-bed. + overw. ont- wikke- lingsst.	40.087,55 €	38.983,65 €	38.431,69 €	32.916,31 €	46.387,73 €	45.287,98 €	44.740,17 €	39.237,24 €
Karakters- toorn.	39.731,35 €	38.677,25 €	38.146,04 €	32.871,36 €	44.989,43 €	43.935,33 €	43.408,27 €	38.146,04 €
Blind/Amb. - 12 jaar	39.731,35 €	38.677,25 €	38.146,04 €	32.871,36 €	44.989,43 €	43.935,33 €	43.408,27 €	38.146,04 €
Blind/Amb. 12 jaar en +	31.488,67 €	30.787,31 €	30.434,56 €	26.927,79 €	35.007,89 €	34.306,53 €	33.953,78 €	30.434,56 €
Doof, ernst. Gehoor- stoornissen - 8 jaar	50.643,85 €	49.241,15 €	48.539,79 €	41.522,10 €	57.669,85 €	56.262,99 €	55.561,63 €	48.539,79 €
Doof, ernst. Gehoor- stoornissen 8 jaar en +	38.156,55 €	37.314,09 €	36.890,79 €	32.678,51 €	42.377,12 €	41.534,67 €	41.111,36 €	36.890,79 €
Stoorn. in de mot., dysme- lie, poliom., skeletmisv. - 8 jaar	41.796,16 €	40.692,25 €	40.140,30 €	34.624,91 €	47.290,79 €	46.191,03 €	45.643,23 €	40.140,30 €
Stoorn. in de mot., dysme- lie, poliom., skeletmisv. 8 jaar en +.	37.150,00 €	36.270,20 €	35.830,30 €	31.422,97 €	41.565,63 €	40.681,68 €	40.241,77 €	35.830,30 €
Hersenver- weking, multiple scler., spina bifida, myo- pathie, neu- rop.	55.815,75 €	54.346,64 €	53.616,23 €	46.278,99 €	63.157,14 €	61.692,18 €	60.957,63 €	53.616,23 €
Niet- besmet. chron. aan- doening	35.908,74 €	35.066,29 €	34.642,99 €	30.430,71 €	40.129,32 €	39.286,86 €	38.863,56 €	34.642,99 €
Autisme	39.731,35 €	38.677,25 €	38.146,04 €	32.871,36 €	44.989,43 €	43.935,33 €	43.408,27 €	38.146,04 €
Aangeboren of opgelop- pen hersen- letsel	55.815,75 €	54.346,64 €	53.616,23 €	46.278,99 €	63.157,14 €	61.692,18 €	60.957,63 €	53.616,23 €

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	> 50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	40.157,77 €	39.343,24 €	38.931,94 €	34.843,17 €
B	42.211,92 €	41.353,04 €	40.925,61 €	36.639,25 €
C	51.363,77 €	50.238,75 €	49.678,26 €	44.061,23 €
Artikel 29bis	51.363,77 €	51.363,77 €	51.363,77 €	51.363,77 €

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	18.419,05 €
B	19.028,94 €
C en artikel 29bis	19.719,47 €
D	26.952,46 €

Dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren

Lichte geestelijke deficiëntie	14.122,48 €
Gematigde geestelijke deficiëntie	16.746,57 €
Ernstige geestelijke deficiëntie	16.746,57 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar.	24.949,58 €
Prof. geest. def. + overw. ontwikkelingsst. -. dev. 6 jaar en +	22.025,57 €
Karakterstoornissen	25.718,74 €
Blind/Ambl. - 12 jaar	18.713,54 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	16.030,35 €
Doof, ernst. Gehoorstoornissen - 8 jaar	23.809,95 €
Doof, ernst. Gehoorstoornissen 8 jaar en +	18.172,10 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	24.113,56 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	22.217,70 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	33.412,30 €
Autisme	25.718,74 €
Aangeboren of opgelopen hersenletsel	33.412,30 €

Dagonthaaldiensten voor volwassenen

A	17.741,72 €
B	17.953,68 €
C en artikel 29bis	25.304,94 €

Dienst voor plaatsing in gezinnen

	7.655,30 €
--	-------------------

Residentiële overgangsdienst

	13.265,87 €
--	--------------------

b) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB > 60
Residentiële dienst voor jongeren

	Leerpl. + 75	Leerpl. 50 tot 75	Leerpl. 25 tot 50	Leerpl. - 25	N Leerpl + 75	N Leerpl. 50 tot 75	N Leerpl. 25 tot 50	N Leerpl - 25
Lichte geest. def.	27.261,90 €	26.560,55 €	26.207,80 €	22.701,03 €	27.261,90 €	26.560,55 €	26.207,80 €	22.701,03 €
Gemat. geest. def.	32.153,75 €	31.311,30 €	30.887,99 €	26.675,72 €	36.374,33 €	35.531,87 €	35.108,57 €	30.887,99 €
Ern. geest. def. en bedlegerig	37.997,30 €	36.893,40 €	36.341,44 €	30.826,06 €	44.297,48 €	43.197,73 €	42.649,92 €	37.146,99 €
Ern. geest. def. en niet-bedlegerig	38.528,84 €	37.424,94 €	36.872,98 €	31.357,60 €	44.829,02 €	43.729,27 €	43.181,46 €	37.678,53 €
Ern. geest. def. en bedlegerig	37.997,30 €	36.893,40 €	36.341,44 €	30.826,06 €	44.297,48 €	43.197,73 €	42.649,92 €	37.146,99 €
Ern. geest. def. niet-bed. + overw. ontwikkelingsst	38.528,84 €	37.424,94 €	36.872,98 €	31.357,60 €	44.829,02 €	43.729,27 €	43.181,46 €	37.678,53 €
Karakterstoorn.	38.172,64 €	37.118,54 €	36.587,33 €	31.312,65 €	43.430,72 €	42.376,62 €	41.849,57 €	36.587,33 €
Blind/Adbl. - 12 jaar	38.172,64 €	37.118,54 €	36.587,33 €	31.312,65 €	43.430,72 €	42.376,62 €	41.849,57 €	36.587,33 €
Blind/Adbl. 12 jaar en +	29.929,96 €	29.228,60 €	28.875,85 €	25.369,08 €	33.449,18 €	32.747,83 €	32.395,07 €	28.875,85 €
Doof, ernst. Gehoorstoornissen - 8 jaar	49.085,15 €	47.682,44 €	46.981,08 €	39.963,39 €	56.111,14 €	54.704,28 €	54.002,92 €	46.981,08 €
Doof, ernst. Gehoorstoornissen 8 jaar en +	36.597,84 €	35.755,38 €	35.332,08 €	31.119,80 €	40.818,41 €	39.975,96 €	39.552,65 €	35.332,08 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar.	40.237,45 €	39.133,54 €	38.581,59 €	33.066,21 €	45.732,08 €	44.632,32 €	44.084,52 €	38.581,59 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	35.591,30 €	34.711,49 €	34.271,59 €	29.864,26 €	40.006,92 €	39.122,97 €	38.683,06 €	34.271,59 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	54.257,04 €	52.787,93 €	52.057,52 €	44.720,28 €	61.598,43 €	60.133,47 €	59.398,92 €	52.057,52 €
Niet-besmet. chron. aandoening	34.350,04 €	33.507,58 €	33.084,28 €	28.872,00 €	38.570,61 €	37.728,16 €	37.304,85 €	33.084,28 €
Autisme	38.172,64 €	37.118,54 €	36.587,33 €	31.312,65 €	43.430,72 €	42.376,62 €	41.849,57 €	36.587,33 €
Aangeboren of opgelopen hersenletsel	54.257,04 €	52.787,93 €	52.057,52 €	44.720,28 €	61.598,43 €	60.133,47 €	59.398,92 €	52.057,52 €

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	38.599,06 €	37.784,53 €	37.373,24 €	33.284,46 €
B	40.653,22 €	39.794,33 €	39.366,90 €	35.080,54 €
C	49.805,06 €	48.680,04 €	48.119,55 €	42.502,52 €

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	16.860,34 €
B	17.470,23 €
C	18.160,76 €
D	25.393,75 €

Dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren

Lichte geestelijke deficiëntie	12.649,30 €
Matige geestelijke deficiëntie	15.273,38 €
Ernstige geestelijke deficiëntie	15.273,38 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	23.476,39 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	20.552,38 €
Karakterstoorn.	24.245,55 €
Blind/Adbl. - 12 jaar	17.240,35 €
Blind/Adbl. 12 jaar en +	14.557,16 €

Doof, ernst. gehoorstoornissen - 8 jaar	22.336,76 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen + 8 jaar	16.698,91 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	22.640,37 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	20.744,51 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	31.939,11 €
Autisme	24.245,55 €
Aangeboren of opgelopen hersenletsel	31.939,11 €

Dagonthaaldiensten voor volwassenen

A	16.268,53 €
B	16.480,49 €
C	23.831,75 €

Dienst voor plaatsing in gezinnen

7.655,30 €

Residentiele overgangsdienst

13.265,87 €

c) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB <= 60

Residentiele dienst voor jongeren

	Leerpl. + 75	Leerpl. 50 tot 75	Leerpl. 25 tot 50	Leerpl. - 25	N Leerpl + 75	N Leerpl. 50 tot 75	N Leerpl. 25 tot 50	N Leerpl - 25
Lichte geestelijke deficiëntie	27.309,81 €	26.662,04 €	26.336,24 €	23.097,40 €	27.309,81 €	26.662,04 €	26.336,24 €	23.097,40 €
Gemat. geest. def.	31.843,23 €	31.065,14 €	30.674,18 €	26.783,74 €	35.741,34 €	34.963,25 €	34.572,29 €	30.674,18 €
Ern. geest. def. en bedlegerig	37.244,72 €	36.225,16 €	35.715,38 €	30.621,38 €	43.075,40 €	42.059,66 €	41.553,72 €	36.471,22 €
Ern. geest. def. en niet-bedlegerig	37.736,67 €	36.717,10 €	36.207,32 €	31.113,33 €	43.567,34 €	42.551,61 €	42.045,66 €	36.963,17 €
Ern. geest. def. en bedlegerig	37.244,72 €	36.225,16 €	35.715,38 €	30.621,38 €	43.075,40 €	42.059,66 €	41.553,72 €	36.471,22 €
Ern. geest. def. niet-bed. + overw. ontwikkelingsst	37.736,67 €	36.717,10 €	36.207,32 €	31.113,33 €	43.567,34 €	42.551,61 €	42.045,66 €	36.963,17 €
Karakterstoorn.	37.418,75 €	36.445,18 €	35.954,57 €	31.082,89 €	42.275,10 €	41.301,53 €	40.814,75 €	35.954,57 €
Blind/Ambly. - 12 jaar	37.418,75 €	36.445,18 €	35.954,57 €	31.082,89 €	42.275,10 €	41.301,53 €	40.814,75 €	35.954,57 €
Blind/Ambly. 12 jaar en +	29.804,54 €	29.156,77 €	28.830,97 €	25.592,12 €	33.054,88 €	32.407,11 €	32.081,31 €	28.830,97 €
Doof, ernst. Gehoorstoornissen - 8 jaar	47.547,16 €	46.251,62 €	45.603,85 €	39.122,33 €	54.036,34 €	52.736,97 €	52.089,20 €	45.603,85 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen 8 jaar en +	36.013,13 €	35.235,05 €	34.844,08 €	30.953,64 €	39.911,24 €	39.133,16 €	38.742,19 €	34.844,08 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar.	39.346,66 €	38.327,09 €	37.817,31 €	32.723,32 €	44.421,49 €	43.405,75 €	42.899,80 €	37.817,31 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +.	35.055,68 €	34.243,10 €	33.836,80 €	29.766,21 €	39.133,94 €	38.317,52 €	37.911,23 €	33.836,80 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	52.378,59 €	51.021,72 €	50.347,12 €	43.570,47 €	59.159,08 €	57.806,04 €	57.127,61 €	50.347,12 €
Niet-besmet. chron. aandoening	33.909,21 €	33.131,12 €	32.740,16 €	28.849,71 €	37.807,32 €	37.029,23 €	36.638,27 €	32.740,16 €
Autisme	37.418,75 €	36.445,18 €	35.954,57 €	31.082,89 €	42.275,10 €	41.301,53 €	40.814,75 €	35.954,57 €
Aangeboren of opgelopen hersenletsel	52.378,59 €	51.021,72 €	50.347,12 €	43.570,47 €	59.159,08 €	57.806,04 €	57.127,61 €	50.347,12 €

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	37.801,49 €	37.048,45 €	36.668,20 €	32.888,11 €
B	39.701,88 €	38.907,84 €	38.512,68 €	34.549,92 €
C	48.238,58 €	47.198,49 €	46.680,31 €	41.487,34 €

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	17.668,82 €
B	18.232,19 €
C	18.870,06 €
D	25.551,34 €

Dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren

Lichte geestelijke deficiëntie	13.473,15 €
Matige geestelijke deficiëntie	15.906,47 €
Ernstige geestelijke deficiëntie	15.906,47 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	23.463,35 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	20.769,54 €
Karakterstoorn.	24.189,77 €
Blind/Ambl. - 12 jaar	17.723,85 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	15.251,76 €
Doof, ernst. Gehoorstoornissen - 8 jaar	22.460,21 €
Doof, ernst. Gehoorstoornissen - 8 jaar en +	17.240,45 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	22.736,91 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	20.990,48 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	31.386,26 €
Autisme	24.189,77 €
Aangeboren of opgelopen hersenletsel	31.386,26 €

Dagonthaaldiensten voor volwassenen

A	16.810,53 €
B	17.005,81 €
C	23.870,83 €

Dienst voor plaatsing in gezinnen

	7.252,13 €
--	-------------------

Residentiële overgangsdienst

	12.450,52 €
--	--------------------

d) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB > 60
Residentiële dienst voor jongeren

	Leerpl. + 75	Leerpl. 50 tot 75	Leerpl. 25 tot 50	Leerpl. - 25	N Leerpl + 75	N Leerpl. 50 tot 75	N Leerpl. 25 tot 50	N Leerpl + 25
Lichte. geest. def.	25.787,39 €	25.139,62 €	24.813,82 €	21.574,98 €	25.787,39 €	25.139,62 €	24.813,82 €	21.574,98 €
Gemat. geest. def.	30.320,81 €	29.542,72 €	29.151,76 €	25.261,32 €	34.218,92 €	33.440,84 €	33.049,87 €	29.151,76 €
Ern. geest. def. en bedlegerig	35.722,30 €	34.702,74 €	34.192,96 €	29.098,97 €	41.552,98 €	40.537,25 €	40.031,30 €	34.948,80 €
Ern. geest. def. en niet-bedlegerig	36.214,25 €	35.194,68 €	34.684,90 €	29.590,91 €	42.044,92 €	41.029,19 €	40.523,24 €	35.440,75 €
Ern. geest. def. en bedlegerig	35.722,30 €	34.702,74 €	34.192,96 €	29.098,97 €	41.552,98 €	40.537,25 €	40.031,30 €	34.948,80 €
Ern. geest. def. niet-bed. + overw. ontwikkelingsst	36.214,25 €	35.194,68 €	34.684,90 €	29.590,91 €	42.044,92 €	41.029,19 €	40.523,24 €	35.440,75 €
Karakterstoorn.	35.896,34 €	34.922,77 €	34.432,15 €	29.560,47 €	40.752,68 €	39.779,11 €	39.292,33 €	34.432,15 €
Blind/Adbl. - 12 jaar	35.896,34 €	34.922,77 €	34.432,15 €	29.560,47 €	40.752,68 €	39.779,11 €	39.292,33 €	34.432,15 €
Blind/Adbl. 12 jaar en +	28.282,12 €	27.634,35 €	27.308,55 €	24.069,70 €	31.532,46 €	30.884,69 €	30.558,89 €	27.308,55 €
Doof, ernst. Gehoorstoornissen - 8 jaar	46.024,74 €	44.729,20 €	44.081,43 €	37.599,92 €	52.513,92 €	51.214,55 €	50.566,79 €	44.081,43 €
Doof, ernst. Gehoorstoornissen 8 jaar en +	34.490,72 €	33.712,63 €	33.321,67 €	29.431,22 €	38.388,83 €	37.610,74 €	37.219,78 €	33.321,67 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	37.824,24 €	36.804,68 €	36.294,89 €	31.200,90 €	42.899,07 €	41.883,33 €	41.377,39 €	36.294,89 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +.	33.533,26 €	32.720,68 €	32.314,38 €	28.243,79 €	37.611,52 €	36.795,10 €	36.388,81 €	32.314,38 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	50.856,17 €	49.499,30 €	48.824,70 €	42.048,05 €	57.636,66 €	56.283,63 €	55.605,19 €	48.824,70 €
Niet-besmet. chron. aandoening	32.386,79 €	31.608,70 €	31.217,74 €	27.327,30 €	36.284,90 €	35.506,81 €	35.115,85 €	31.217,74 €
Autisme	35.896,34 €	34.922,77 €	34.432,15 €	29.560,47 €	40.752,68 €	39.779,11 €	39.292,33 €	34.432,15 €
Aangeboren of opgelopen hersenletsel	50.856,17 €	49.499,30 €	48.824,70 €	42.048,05 €	57.636,66 €	56.283,63 €	55.605,19 €	48.824,70 €

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	36.279,07 €	35.526,03 €	35.145,79 €	31.365,69 €
B	38.179,47 €	37.385,42 €	36.990,26 €	33.027,50 €
C	46.716,16 €	45.676,07 €	45.157,90 €	39.964,93 €

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	16.146,40 €
B	16.709,77 €
C	17.347,64 €
D	24.028,92 €

Dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren

Lichte geestelijke deficiëntie	12.031,87 €
Matige geestelijke deficiëntie	14.465,19 €
Ernstige geestelijke deficiëntie	14.465,19 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	22.022,07 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	19.328,26 €
Karakterstoorn.	22.748,49 €
Blind/Adbl. - 12 jaar	16.282,58 €
Blind/Adbl. 12 jaar en +	13.810,48 €

Doof, ernst. Gehoorstoornissen - 8 jaar	21.018,93 €
Doof, ernst. Gehoorstoornissen 8 jaar en +	15.799,17 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	21.295,63 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	19.549,20 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	29.944,98 €
Autisme	22.748,49 €
Aangeboren of opgelopen hersenletsel	29.944,98 €

Dagonthaaldiensten voor volwassenen

A	15.369,25 €
B	15.564,53 €
C	22.429,55 €

Dienst voor plaatsing in gezinnen

	7.252,13 €
--	------------

Residentiële overgangsdienst

	12.450,52 €
--	-------------

§ 2. De in § 1 van deze bijlage bedoelde toelagen per tenlasteneming werden berekend door optelling van de volgende bedragen :

a) Voor andere diensten dan de diensten voor plaatsing in gezinnen en de residentiële overgangsdiensten

Bedrag nr. 1 (gemiddelde van de werkingslasten) :

2.936,69 € in residentiële diensten ≤ 60 tenlastenemingen

2.921,27 € in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen

1.444,84 € in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een GB ≤ 60 tenlastenemingen

1.362,81 € in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een GB > 60 tenlastenemingen

Bedrag nr. 2 (gemiddelde van de lasten van het niet-educatieve personeel) :

voor de diensten beheerd door een privé inrichtende macht

7.805,82 € in residentiële diensten ≤ 60 tenlastenemingen

6.262,53 € in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen

5.480,69 € in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een GB ≤ 60 tenlastenemingen

4.089,53 € in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een GB > 60 tenlastenemingen

Deze bedragen worden verkregen door de in bijlage XIII opgenomen subsidiëringscoëfficiënten te vermenigvuldigen met de volgende gemiddelde schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

25.260,36 € voor het administratieve personeel

31.374,41 € voor de boekhouders

23.692,86 € voor de arbeiders

33.055,54 € voor de maatschappelijke assistenten

38.791,09 € voor de directeurs in de diensten waarvan de GB ≤ 60 is

47.199,61 € voor de directeurs in de diensten waarvan de GB > 60 is

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

55,66 % in residentiële diensten

51,89 % in dagonthaaldiensten

voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht

7.641,13 € in residentiële diensten ≤ 60 tenlastenemingen

6.134,13 € in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen

5.364,37 € in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een GB ≤ 60 tenlastenemingen

4.005,12 € in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een GB > 60 tenlastenemingen

Deze bedragen worden verkregen door de in bijlage XIII opgenomen subsidiëringscoëfficiënten te vermenigvuldigen met de volgende gemiddelde schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

24.830,75 € voor het administratieve personeel

30.570,20 € voor de boekhouders

23.176,12 € voor de arbeiders

32.698,06 € voor de maatschappelijke assistenten

37.581,92 € voor de directeurs in de diensten waarvan de GB ≤ 60 is

46.035,40 € voor de directeurs in de diensten waarvan de GB > 60 is

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

55,66 % in residentiële diensten

51,89 % in dagonthaaldiensten

Bedrag nr. 3 (gemiddelde van de lasten van het educatieve personeel) :

voor de diensten beheerd door een privé inrichtende macht

Naargelang van het soort tenlasteneming worden de in punt a) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

34.632,02 € voor de psychologen, paramedici en bijzonder personeel

32.734,16 € voor de opvoeders Cl1, 2A en hoofdopvoeders

24.656,00 € voor de opvoeders Cl EB, 3e kl., kinderverzorgsters en daarmee gelijkgestelden

36.978,70 € voor de opvoeders-groepsleiders

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

59,36 % in residentiële diensten

51,89 % in dagonthaaldiensten

voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht

Naargelang van het soort tenlasteneming worden de in punt a) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

34.274,00 € voor de psychologen, paramedici en bijzonder personeel

31.855,98 € voor de opvoeders Cl1, 2A en hoofdopvoeders

24.251,72 € voor de opvoeders Kl 2B, Cl 3, kinderverzorgsters en daarmee gelijkgestelden

36.097,22 € voor de opvoeders-groepsleiders

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

51,09 % in residentiële diensten

43,62 % in dagonthaaldiensten

Voor de gezamenlijke diensten

Vervolgens wordt het volgende coëfficiënt toegepast binnen de perken van de begrotingsmiddelen :

82 % in residentiële diensten voor jongeren

100 % in residentiële nachtdiensten voor volwassenen

82 % in residentiële diensten voor volwassenen

100 % in dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren

85 % in dagonthaaldiensten voor volwassenen

Anderzijds wordt de impliciete verdeling van de begeleiding onder de opvoeders van "categorie I" en "categorie II" waarin voorzien wordt door de coëfficiënten onder punt a) van bijlage XIV jaarlijks bijgestuurd door het Agentschap

Deze verdeling geeft een overzicht van het gedurende het referentiejaar vastgelegde gemiddelde per instellings-categorie :

76,77 %	EDUC. I	/	23,23 %	EDUC. II	in residentiële diensten voor volwassenen
86,32 %	EDUC. I	/	13,68 %	EDUC. II	in residentiële nachtdiensten voor volwassenen
87,92 %	EDUC. I	/	12,08 %	EDUC. II	in residentiële diensten voor jongeren
87,28 %	EDUC. I	/	12,72 %	EDUC. II	in dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren
85,61 %	EDUC. I	/	14,39 %	EDUC. II	in dagonthaaldiensten voor volwassenen

b) voor de diensten voor plaatsing in gezinnen :

Bedrag nr. 1 (gemiddelde van de werkingslasten) 1 :

1.481,70 €

Bedrag nr. 2 (gemiddelde van de lasten van het niet-educatieve en educatieve personeel) :

De in punt b) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten worden vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

voor privé-instellingen

33.055,54 € voor de functie van directeur

33.055,54 € voor de functie van maatschappelijk assistent en/of opvoeder (minimum kl. 2A)

34.632,02 € voor de psychologen en/of paramedici

24.013,11 € voor de functie van klerk

voor openbare instellingen

32.698,06 € voor de functie van directeur

32.698,06 € voor de functie van maatschappelijk assistent en/of opvoeder (minimum kl. 2A)

34.274,00 € voor de psychologen en/of paramedici

23.577,10 € voor de functie van klerk

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

51,89 % voor privé-instellingen

43,62 % voor openbare instellingen

c) Voor de residentiële overgangsdiensten :

Bedrag nr. 1 (gemiddelde van de werkingslasten) :

383,30 €

Bedrag nr. 2 (gemiddelde van de lasten van het niet-educatieve en educatieve personeel) :

De in punt *b*) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten worden vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

33.055,54 € voor privé-instellingen

32.698,06 € voor openbare instellingen

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

55,89 % voor privé-instellingen

47,62 % voor openbare instellingen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 15 juli 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 3

BIJLAGE VI

Personeelskosten – specifieke regels

I. Geldelijke anciënniteit

De geldelijke anciënniteit van het educatieve personeel, de directeurs en de maatschappelijke assistenten wordt berekend op basis van het aantal jaren waarvoor de werknemers van de volgende sectoren voltijds of deeltijds door hun werkgever betaald werden in de volgende sectoren :

- de instellingen die door het Agentschap, het voormalige Fonds 81 en het voormalige " FCIPPH " erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten,
- de instellingen die door de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten,
- de diensten van Hulpverlening aan de Jeugd en van de voormalige Jeugdbescherming,
- de diensten die door de O.N.E. erkend zijn of met hem een overeenkomst hebben gesloten,
- de erkende centra,
- de instellingen die door de Algemene Directie Sociale Zaken en Volksgezondheid van het Federale Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu erkend zijn en met hem een overeenkomst hebben gesloten,
- de instellingen die door het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest erkend zijn en met hem een overeenkomst hebben gesloten,
- de scholen van het buitengewoon onderwijs,
- de instellingen die een overeenkomst hebben gesloten met het RIZIV.

Het bevallings- en borstvoedingsverlof, de loopbaanonderbreking van maximum één jaar die recht geeft op een onderbrekingsuitkering, en het tien dagenverlof om dwingende redenen worden meegerekend.

Wat het niet-educatieve personeel betreft, met uitzondering van de directeurs en maatschappelijke assistenten, kan ook elke dienst meegerekend worden die eerder deeltijds of voltijds verstrekt werd in een gelijksoortige functie als degene die het bekleedt bij zijn aanwerving in een door het Agentschap erkende instelling.

Onder gelijksoortige functie wordt verstaan :

* voor het administratieve personeel : alle functies die in bijlage VII onder de desbetreffende rubriek ingedeeld zijn.

* voor het arbeiderspersoneel : alle functies die in bijlage VII onder de desbetreffende rubriek ingedeeld zijn.

Die diensten worden in aanmerking genomen vanaf de datum waarop het personeelslid de in bijlage VII bij dit besluit vastgelegde leeftijd bereikt.

De personeelsleden die vóór 1 januari 1984 in dienst waren in instellingen erkend door het Fonds voor medisch-socio-pedagogische zorgverlening aan gehandicapten of door de Dienst Jeugdbescherming behouden hoe dan ook het voordeel van de geldelijke anciënniteit die hen indertijd officieel toegekend werd.

Het bewijs van de verrichte diensten wordt door betrokkenen geleverd d.m.v. de stortingen verricht bij een instelling voor sociale zekerheid of een pensioenkas.

De bevoegde diensten kunnen elk ander bewijsstuk opeisen.

II. Benoemingen, bevorderingen en functieveranderingen

§ 1. De bezoldiging van een personeelslid met een directiegraad mag niet lager zijn dan die voorzien voor de functie waarop zijn diploma recht geeft in de dienst waar het tewerkgesteld is.

§ 2. Het personeelslid dat tot een andere graad in dezelfde dienst bevorderd wordt, behoudt de gezamenlijke geldelijke anciënniteit die hem toegekend werd op basis van de criteria bedoeld onder punt II van deze bijlage.

In geval van verandering van functie binnen dezelfde instelling blijft de voor de verandering van functie erkende geldelijke anciënniteit behouden, rekening houdend evenwel met de leeftijden van rangneming zoals bedoeld in punt II van deze bijlage

§ 3. Het kaderpersoneel moet binnen vier jaar na de eerste september die volgt op hun indienstneming of bevordering aan de volgende voorwaarden voldoen :

Hoofdopvoeder :

- geslaagd zijn voor één van de opleidingsmodules "Beheer van diensten voor gehandicapte personen", die georganiseerd worden door een vormingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud is goedgekeurd door het beheerscomité van het Agentschap;

- geslaagd zijn voor de opleidingseenheid "Organisatiestrategieën" van het postgraduaat "kaderlid van de non-profitsector" georganiseerd door het hoger onderwijs voor sociale promotie;

Opvoeder groepsleider

- de 150 uren van het eerste jaar van de tweejarige vormingscyclus "Beheer van diensten voor gehandicapte personen", die georganiseerd wordt door een opleidingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud goedgekeurd is door het beheerscomité van het Agentschap, met succes hebben gevolgd;

Onderdirecteur

- de 150 uren van het eerste jaar van de tweejarige vormingscyclus "Beheer van diensten voor gehandicapte personen", die georganiseerd wordt door een opleidingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud goedgekeurd is door het beheerscomité van het Agentschap, met succes hebben gevolgd;

Directeur

- de tweejarige opleidingen van 150 uren "Beheer van diensten voor gehandicapte personen", die georganiseerd wordt door een opleidingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud goedgekeurd is door het beheerscomité van het Agentschap, met succes hebben gevolgd;

III. Regeling van de loopbaanbeëindiging

De maandelijkse bijdrage die gestort wordt in het Sociaal Fonds "Old Timer" krachtens de Collectieve arbeidsovereenkomst van 7 januari 2003 zoals afgesloten binnen het Paritair comité 319.02 tot instelling van de bepalingen betreffende de indeling van de beroepsloopbaan, genaamd "Plan Tandem", wordt beschouwd als een in aanmerking te nemen last.

Voor de openbare sector moet deze voorziening vooraf erkend worden door de Regering en dezelfde voordelen en garanties bieden als diegene voorzien in de bovengenoemde Collectieve arbeidsovereenkomst.

IV. Komen niet in aanmerking :

1° de bezoldigingen uitgekeerd aan de pensioengerechtigde personeelsleden die krachtens de wetgeving op de pensioenen een ongeoorloofde beroepsactiviteit uitoefenen;

2° het deel van de bezoldigingen en de wettelijke werkgeverslasten boven de bedragen voor rekening van de overheid voor een volledige uurrooster, onverminderd de betaling van de in aanmerking komende extra-uren en van de diensten verstrekt in het kader van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd ten gunste van de personeelsleden tewerkgesteld door die diensten.

Deze bepaling is eveneens van toepassing op personeelsleden met verschillende deeltijdse functies die gesubsidieerd worden of voor rekening zijn van de overheid.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 15 juli 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX